

La liste des entreprises concernées et les modalités de la mise en œuvre du service minimum feront l'objet d'un décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre chargé du travail, après avis de la commission consultative du travail.

Les personnels concernés doivent s'exécuter.

Il est interdit aux grévistes d'empêcher ces derniers d'assurer normalement le service minimum, sous peine de sanctions prévues par les textes en vigueur.

**Article 350 .-** À l'issue de la grève, le jour et l'heure de la reprise du travail doivent être les mêmes pour l'ensemble des personnels concernés.

**Article 351 .-** Les heures ou les journées de travail perdues pour cause de grève ne donnent pas lieu à rémunération, sauf si la grève résulte du non-paiement à terme du salaire.

**Article 352 .-** Le lock-out est la fermeture volontaire de l'entreprise ou de l'établissement par l'employeur pour la défense de ses intérêts.

Le lock-out préventif ou défensif dirigé contre une grève est illicite. Les heures ou les journées de travail perdues à cette occasion donnent lieu à rémunération.

Le caractère illicite du lock-out donne au travailleur la possibilité de rompre le contrat de travail et rend l'employeur responsable de cette rupture.

*Sous-section 2 - Des dispositions particulières concernant la grève dans les services publics*

**Article 353 .-** Les dispositions de la présente section s'appliquent aux personnels civils de l'État et des collectivités décentralisées, bénéficiaires d'un statut de droit privé, ainsi qu'aux personnels des sociétés à statut d'entreprise, d'organisme ou d'établissements publics et privés chargés de la gestion d'un service public.

**Article 354 .-** Lorsque les personnels visés à l'article ci-dessus font usage du droit de grève, la cessation concertée du travail doit être précédée d'un préavis dans les conditions définies à l'article 346 de la présente loi.

Toutefois, le préavis doit parvenir à l'autorité investie du pouvoir de direction ou à son représentant dix jours ouvrables avant l'arrêt de travail.

**Article 355 .-** Dans tous les cas, un service minimum est obligatoirement requis.

**Loi n° 18/92**

du 18 mai 1993

*fixant les conditions de constitution et le fonctionnement des organisations syndicales des agents de l'État*

## **TITRE PREMIER DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Chapitre premier - De l'objet**

**Article 1° .-** La présente loi fixe les conditions de constitution et le fonctionnement des organisations syndicales des agents de l'État.

**Article 2 .-** On entend par agent de l'État toute personne exerçant une fonction publique et rémunérée par le budget de l'État, des collectivités publiques ou des établissements publics.

**Article 3 .-** La présente loi ne s'applique pas aux forces de sécurité et de défense.

### **Chapitre deuxième - Des syndicats**

**Article 4 .-** Les syndicats des agents de l'État sont des groupements professionnels formés par des agents de l'État pour la défense des intérêts communs.

**Article 5 .-** Les agents de l'État ont le droit de constituer toute organisation syndicale de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à toute organisation syndicale existante.

**Article 6 .-** Tout agent de l'État peut adhérer librement au syndicat de son choix dans le cadre de sa profession.

**Article 7 .-** Les syndicats des agents de l'État ne concernent que les agents de l'État.

**Article 8 .-** Les agents de l'État bénéficient des droits indispensables à l'exercice normal du droit syndical, sous la seule réserve des obligations tenant à leur statut et aux dispositions de la présente loi.

**Article 9 .-** Des facilités sont accordées aux organisations syndicales des agents de l'État pour permettre à leurs délégués de remplir leurs activités syndicales, sans que le fonctionnement normal du service puisse en être entravé.

## **TITRE II**

### **LA CONSTITUTION ET LE FONCTIONNEMENT DES ORGANISATIONS SYNDICALES**

#### **Chapitre premier - De la constitution des organisations syndicales**

**Article 10 .-** Les syndicats des agents de l'État se forment et se dissolvent librement, conformément aux dispositions de leur statut.

**Article 11 .-** Les fondateurs de tout syndicat professionnel doivent déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration ou de sa direction.

Ce dépôt a lieu à la mairie ou au siège de la circonscription près de laquelle le syndicat est établi, et copie est adressée pour information au parquet du tribunal de première instance du ressort, au ministère du travail, au ministère de l'administration du territoire et au ministère de la fonction publique.

**Article 12 .-** Le dépôt du dossier mentionné à l'article 11 ci-dessus donne lieu à la délivrance d'un récépissé.

**Article 13 .-** Les modifications apportées aux statuts et les changements survenus dans la composition de la direction ou de l'administration du syndicat doivent être portés, dans les mêmes conditions, à la connaissance des mêmes autorités.

#### **Chapitre deuxième - Du fonctionnement des organisations syndicales**

**Article 14 .-** Les organisations syndicales peuvent acquérir à titre onéreux, posséder et administrer :

- les cotisations de leurs membres;
- les locaux destinés à leur administration ou aux réunions des membres;
- les immeubles nécessaires à l'accomplissement de leurs activités.

## **TITRE III**

### **LE FINANCEMENT DES ORGANISATIONS SYNDICALES**

**Article 15 .-** Les ressources des organisations syndicales des agents de l'État sont constituées entre autres par :

- les cotisations de leurs membres;
- les dons et legs;
- les revenus liés à leurs activités.

**Article 16 .-** Le montant des cotisations des membres et les modalités de leur versement sont librement fixés par les statuts de chaque organisation syndicale des agents de l'État.

## **TITRE IV - LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS COLLECTIFS**

**Article 17 .-** Le règlement des différends collectifs se fait par voie de négociation ou par toute autre procédure présentant des garanties d'indépendance et d'impartialité jugées suffisantes par les parties, notamment la conciliation et la médiation. Ces voies de règlement doivent précéder tout recours à l'exercice du droit de grève.

## **TITRE V**

### **L'EXERCICE DU DROIT DE GRÈVE**

**Article 18 .-** Est qualifié de grève, tout arrêt collectif et concerté de travail, tout comportement collectif de nature à perturber le fonctionnement normal d'un service, décidés pour défendre une revendication professionnelle.

**Article 19 .-** Tout usage du droit de grève doit être précédé d'un préavis émanant d'une ou de plusieurs organisations syndicales.

**Article 20 .-** Le préavis doit être remis huit jours au moins avant le déclenchement de la grève à l'autorité administrative. Il fait état des revendications qui sont la cause du mouvement de grève projeté, fixe sa durée et désigne les agents délégués par leurs collègues pour les représenter dans les négociations à entreprendre. L'autorité administrative les convoque dans les quarante-huit heures qui suivent le dépôt en vue de trouver une solution au conflit.

Pendant toute la durée du préavis, les agents concernés continuent à assurer normalement le fonctionnement de leur service.

**Article 21 .-** En cas de non-conciliation dans les huit jours, un procès-verbal est dressé séance tenante et transmis au premier ministre, chef du gouvernement, qui désigne en accord avec les parties un médiateur.

**Article 22 .-** Lorsqu'une grève est déclenchée, un service minimum doit être mis en place par le ou les syndicats des agents de l'État concernés.

**Article 23 .-** Toute grève déclenchée en violation des dispositions de la présente loi est illégale.

**Article 24 .-** Les agents en grève doivent respecter le principe de la liberté du travail. Ils ne doivent en aucun cas empêcher l'accès aux lieux de travail des personnels non grévistes et de ceux chargés d'assurer le service minimum.

**Article 25 .-** Les journées de grève ne sont pas rémunérées. Seuls sont versés aux agents en grève les prestations familiales, les suppléments pour charge de famille et l'aide au logement.

Le service minimum est rémunéré dans les conditions normales.

**Article 26 .-** La responsabilité de l'organisation ou des organisations syndicales, des membres des bureaux des syndicats ainsi que des grévistes est engagée en cas de débordement du mouvement.

Ils répondent du ou des dommages causés aux personnes ou aux biens.

## **TITRE VI LES SANCTIONS**

**Article 27 .-** L'inobservation des dispositions de la présente loi entraîne l'application des sanctions prévues par les lois et règlements régissant la carrière des agents concernés.

## **TITRE VII - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

**Article 28 .-** Sous réserve des dispositions de l'article 27 ci-dessus, les conflits nés de l'application



de la présente loi sont portés devant les juridictions compétentes.

### TITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES

**Article 29 .-** Des décrets pris en conseil des ministres déterminent en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi qui abroge toutes dispositions antérieures contraires.

## ANNONCES LÉGALES

### Conseil national du crédit Décision de caractère individuel n° 14/CI/98/CNC

donnant accord pour l'ouverture  
d'une agence bancaire à Bitam  
par la Banque nationale de crédit rural  
(BNCR)

Le conseil national du crédit, dont les membres ont été consultés à domicile le 27 octobre 1998;  
Vu le décret n° 276/PR/MFEBP du 26 février 1996 portant réorganisation du conseil national du crédit;  
Vu la convention du 16 octobre 1990 portant création d'une commission bancaire de l'Afrique centrale;  
Vu la convention du 17 janvier 1992 portant harmonisation de la réglementation bancaire dans les États de l'Afrique centrale;  
Vu la décision de caractère général n° 2/96/CNC du 8 novembre 1996 fixant la liste des établissements de crédit, sous-section des établissements bancaires;  
Vu la demande introduite le 27 mars 1998 par la BNCR, relative à l'ouverture d'une agence bancaire à Bitam;

Décide :

**Article 1<sup>er</sup> .-** Le conseil national du crédit donne son accord pour l'ouverture d'une agence bancaire à Bitam par la BNCR.

**Article 2 .-** La présente décision qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistrée au secrétariat général du conseil national du crédit, publiée au Journal officiel de la République et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 27 octobre 1998  
Le ministre des finances, de l'économie,  
du budget et des participations,  
chargé de la privatisation,  
président du conseil national du crédit,  
Marcel Doupamby-Matoka

### Conseil national du crédit Décision de caractère individuel n° 15/CI/98/CNC

portant agrément de M. Alain MONGIN  
en qualité de directeur général de la FINATRA

Le conseil national du crédit, dont les membres ont été consultés à domicile le 26 octobre 1998;  
Vu le décret n° 276/PR/MFEBP du 26 février 1996 portant réorganisation du conseil national du crédit;  
Vu la convention du 16 octobre 1990 portant création d'une commission bancaire de l'Afrique centrale;  
Vu la convention du 17 janvier 1992 portant harmonisation de la réglementation bancaire dans les États de l'Afrique centrale;  
Vu la décision n° 13/CI/98/CNC du 11 août 1998 portant agrément de la FINATRA;

Vu la demande introduite le 7 mai 1998 par la FINANCIÈRE TRANSAFRICAINE (FINATRA) pour l'agrément de Monsieur Alain MONGIN;  
Vu la décision COBAC n° D-98/23 du 11 août 1998 portant avis conforme pour l'agrément de Monsieur Alain MONGIN;

Décide :

**Article 1<sup>er</sup> .-** La nomination de Monsieur Alain MONGIN en qualité de directeur général de la FINATRA est agréée par le conseil national du crédit.

En conséquence, Monsieur Alain MONGIN est habilité à effectuer les opérations des établissements de crédit telles que définies à l'annexe de la convention portant harmonisation de la réglementation bancaire.

Toutefois, ces opérations doivent être compatibles avec l'objet de la société.

**Article 2 .-** La présente décision qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistrée au secrétariat général du conseil national du crédit, publiée au Journal officiel de la République et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 26 octobre 1998  
Le ministre des finances, de l'économie,  
du budget et des participations,  
chargé de la privatisation,  
président du conseil national du crédit,  
Marcel Doupamby-Matoka

### Conseil national du crédit Décision de caractère individuel n° 16/CI/98/CNC

portant agrément de Madame Céline NTSAME MEZUI en qualité de directeur général adjoint de la FINATRA

Le conseil national du crédit, dont les membres ont été consultés à domicile le 26 octobre 1998;  
Vu le décret n° 276/PR/MFEBP du 26 février 1996 portant réorganisation du conseil national du crédit;  
Vu la convention du 16 octobre 1990 portant création d'une commission bancaire de l'Afrique centrale;  
Vu la convention du 17 janvier 1992 portant harmonisation de la réglementation bancaire dans les États de l'Afrique centrale;  
Vu la décision n° 13/CI/98/CNC du 11 août 1998 portant agrément de la FINATRA;  
Vu la demande introduite le 7 mai 1998 par la FINANCIÈRE TRANSAFRICAINE (FINATRA) pour l'agrément de Madame Céline NTSAME MEZUI;  
Vu la décision COBAC n° D-98/24 du 11 août 1998 portant avis conforme pour l'agrément de Madame Céline NTSAME MEZUI;

Décide :

**Article 1<sup>er</sup> .-** La nomination de Madame Céline NTSAME MEZUI en qualité de directeur général adjoint de la FINATRA est agréée par le conseil national du crédit.

En conséquence, Madame Céline NTSAME MEZUI est habilitée à effectuer les opérations des établissements de crédit telles que définies à l'annexe de la convention portant harmonisation de la réglementation bancaire.

Toutefois, ces opérations doivent être compatibles avec l'objet de la société.

**Article 2 .-** La présente décision qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistrée au secrétariat général du conseil national du crédit, publiée au Journal officiel de la République et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 26 octobre 1998

Le ministre des finances, de l'économie,  
du budget et des participations,  
chargé de la privatisation,  
président du conseil national du crédit,  
Marcel Doupamby-Matoka

### FIDAFRICA

Membre de PRICE WATERHOUSECOOPERS  
B.P. 2164 - Libreville - Tél. 76.23.71

### LES ASSUREURS CONSEILS GABONAIS S.A. (GROUPE ASCOMA)

" A.C.G. "

Société anonyme  
au capital de 300.000.000 de francs CFA  
Siège social : 90, rue Ange Mba  
LIBREVILLE, B.P. 90  
R.C. LIBREVILLE n° 1465/B  
N° statistique : 90 286/B

Suivant délibérations en date à Libreville du 15 juin 1998, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires a décidé de renouveler :

- les mandats d'administrateurs de Messieurs Robert HUSSON et Gérard MILAN pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003;

- le mandat de commissaire aux comptes du cabinet PRICE WATERHOUSE pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000.

Deux exemplaires enregistrés des procès-verbaux des délibérations susmentionnées ont été déposés au greffe commercial du tribunal de première instance de Libreville, le 10 novembre 1998 sous le numéro 831/98.

### FIDAFRICA

Membre de PRICE WATERHOUSECOOPERS  
B.P. 2164 - Libreville - Tél. 76.23.71

### SOCIÉTÉ ÉLECTRO-INDUSTRIELLE DU GABON " S.E.I.G. "

Société anonyme  
au capital de 200.000.000 de francs CFA  
Siège social : LIBREVILLE, B.P. 1988  
R.C. LIBREVILLE n° 3143/B  
N° statistique : 94 419/R

Suivant délibérations en date à Libreville du 23 novembre 1998, l'assemblée générale mixte des actionnaires a :

en sa forme ordinaire,

- pris acte de la démission de Messieurs Jean-Pierre DASSE, Patrick DURAND et Frédéric DASSE de leurs fonctions d'administrateurs à compter du 30 juin 1998;

- décidé de ratifier la cooptation de Messieurs Jean-Pierre JUILLA, Jean-Bernard BOUMAH et René GARRET, décidée par le conseil d'administration lors de sa séance du 30 juin 1998, en remplacement respectivement de Messieurs Jean-Pierre DASSE, Patrick DURAND et Frédéric DASSE, démissionnaires.

Les nouveaux administrateurs exerceront leurs mandats pour toute la durée restant à courir des mandats de leurs prédécesseurs, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice 2000;